

AVANT-PROPOS

Les quatre articles qui figurent au sommaire de la présente livraison de la *Revue* ont trait à l'emploi et aux politiques du marché du travail. Le premier analyse et interprète les données recueillies dans les pays industrialisés sur la stabilité de l'emploi, le deuxième établit une fonction complète de l'offre de main-d'œuvre (en forme de «S» inversé) en ajoutant un segment coudé vers l'avant aux sections descendante et ascendante de la fonction néo-classique. Les troisième et quatrième articles, respectivement, sont consacrés à la mobilité de la main-d'œuvre dans l'Union européenne et à la portée, pour les gestionnaires des programmes, des mesures d'incitation mises en œuvre dans le cadre des politiques actives du marché du travail dans les pays industrialisés. Figure également au sommaire la première partie d'une «*perspective*» consacrée au thème du genre et de l'égalité.

Pendant plusieurs années, le haut niveau du chômage conjugué à une large couverture médiatique de la croissance de l'emploi atypique et des lourdes pertes d'emploi liées à la restructuration des entreprises ont alimenté l'idée en vogue selon laquelle les marchés du travail, partout dans le monde, traversent une révolution qui finira par balayer les derniers vestiges des relations d'emploi durables et stables. A en croire la une des journaux, l'avenir appartiendrait désormais à la flexibilité, à l'employabilité et à l'apprentissage tout au long de la vie, les travailleurs, dans l'idéal, négociant habilement leur parcours à travers les méandres de carrières professionnelles effectuées auprès de multiples employeurs. Les conséquences de cette évolution pour les politiques du marché du travail et pour la sécurité économique et sociale font déjà l'objet d'un important volume de recherches et de recommandations.

Toutefois, on commence à se demander si l'hypothèse sous-jacente n'est pas erronée. C'est ce doute que *Peter Auer* et *Sandrine Cazes* exposent dans l'article qui ouvre le présent numéro de la *Revue*. Leurs travaux les conduisent à la conclusion que les théories de la «fin des emplois durables» ne correspondent pas à la réalité. Dans leur analyse méticuleuse de la situation, ils mettent l'accent sur l'évolution de l'ancienneté des travailleurs en tenant compte des effets de l'âge et du vieillissement, du cycle économique, de l'incidence de l'emploi temporaire et d'autres facteurs qui affectent la stabilité de l'emploi. Même si le sentiment d'insécurité semble prendre de

l'ampleur, *P. Auer* et *S. Cazes* montrent que la relation d'emploi durable reste une réalité, le tableau de l'ancienneté n'ayant guère changé dans les années quatre-vingt-dix. La fonction de l'emploi temporaire sur le marché du travail en termes d'accès à l'emploi (notamment dans le cas des jeunes travailleurs) apparaît plus clairement, de même que l'interaction entre l'offre et la demande sur ce segment périphérique du marché. En procédant à des comparaisons entre pays, les auteurs identifient des différences de segmentations entre la partie centrale, stable, du marché et sa périphérie flexible. Toutefois, même les différences entre pays des tableaux de l'ancienneté s'avèrent stables à long terme et l'on ne relève aucune tendance à la convergence ou à la divergence. Il conviendrait donc selon les auteurs de repenser la recherche et de redéfinir les politiques mises en œuvre afin d'optimiser le dosage entre stabilité et flexibilité au lieu de chercher à tendre systématiquement vers l'une ou l'autre.

La fonction néoclassique complète de l'offre de main-d'œuvre est représentée graphiquement par une courbe ayant une pente ascendante positive à partir du salaire de réserve puis formant un coude et repartant vers l'arrière lorsqu'elle atteint les salaires élevés. Cependant, elle ne dit rien du comportement de la main-d'œuvre lorsque le taux de salaire tombe au-dessous du niveau de subsistance et que les travailleurs n'ont pas d'autres sources de revenu. Analysant les théories en vigueur et les données empiriques recueillies dans des pays industrialisés comme dans des pays en développement, *Mohammed Sharif* conclut que, au-dessous du salaire de subsistance, la vente désespérée de main-d'œuvre génère une courbe de l'offre à pente descendante traduisant une augmentation de l'offre de main-d'œuvre parallèlement à la baisse du taux de salaire. L'absence de syndicats, d'une législation sur le salaire minimum, d'indemnités de chômage et d'autres aides sociales fait que, dans les économies traditionnelles, les travailleurs pauvres sans ressources dépendent exclusivement des revenus de leur travail pour vivre. L'introduction de la partie coudée traditionnelle de la fonction au niveau des salaires les plus élevés complète l'ensemble de la fonction de l'offre de travail qui a la forme d'un «S» inversé.

Les pays membres de l'Union européenne sont engagés dans un mouvement d'intégration économique et monétaire et sont confrontés à la perspective d'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale. Dès lors, la question de la mobilité professionnelle, c'est-à-dire de l'unité du marché intérieur du travail, se pose avec acuité, d'autant que certaines craintes s'expriment: les unes de voir l'élargissement entraîner un fort mouvement migratoire de l'est vers l'ouest, les autres de voir ce marché intérieur se fermer aux travailleurs migrants venant de l'extérieur de l'Union.

François Vandamme, dans son article, fait le point sur cette question. Il rappelle que la libre circulation des travailleurs était conçue par les rédacteurs du Traité de Rome comme une liberté fondatrice du Marché commun. Toutefois, la complexité et la difficulté d'application des règlements, l'évolution des besoins et des demandes, de compétences notamment, font que la mobi-

lité professionnelle apparaît plus comme une invocation que comme une réalité tangible. Face à ce constat, l'auteur fait état des réponses apportées par les politiques communautaires – politique régionale, espace de sécurité et de justice, protection sociale, normes du travail – avant d'avancer des suggestions propres à favoriser la réalisation d'un véritable marché du travail européen sans pour autant que celui-ci soit une citadelle interdite aux travailleurs extra-communautaires. A cet égard, il plaide pour la mise en œuvre de programmes concrets propres, d'une part, à faciliter la mobilité, du point de vue administratif notamment, à la rendre plus attractive et plus sûre, en valorisant les expériences de travail dans les autres pays de l'Union et en garantissant les droits des travailleurs, et, d'autre part, à consolider les politiques antidiscriminatoires. De telles mesures, assises sur les droits fondamentaux inscrits dans les instruments dont s'est doté le continent, devraient apaiser les craintes – par ailleurs souvent excessives – évoquées plus haut.

Dans son article, *Bart Cockx* commence par montrer que, pour conduire une politique de l'emploi efficace, il est primordial de déterminer les causes profondes de la persistance du chômage dans les pays industrialisés. Il apparaît, d'après les données statistiques, que la probabilité de réinsertion professionnelle décroît avec la durée du chômage. Pour l'auteur, les programmes de recherche d'emploi sont de nature à combattre la démotivation et les programmes d'emploi temporaire peuvent avoir un effet préventif, en permettant aux participants d'entretenir leurs qualifications et de conserver leurs habitudes de travail. Dans son article, il analyse le programme belge d'emploi social qui – en ciblant les chômeurs touchés par les phénomènes de découragement, de détérioration de la qualification et de perte des habitudes de travail – vise à renforcer l'employabilité des participants. Toutefois, comme les gestionnaires de ce programme ont généralement sélectionné parmi les bénéficiaires de l'aide les plus productifs et les plus qualifiés – pour assurer à la collectivité des prestations bon marché – la participation à ce programme a prolongé et non pas réduit la dépendance à l'égard de l'aide sociale faute d'une composante formation. Le même problème se pose dans des programmes similaires mis en œuvre dans d'autres pays de l'Union européenne, et l'auteur analyse, en raison de leur réussite, certains programmes efficaces conduits aux Etats-Unis. Il décrit également l'expérience d'un programme de formation professionnelle appliqué en Belgique qui a abouti à réduire la durée du chômage de certains participants et montre qu'il est difficile d'aligner les intérêts directs des gestionnaires des programmes avec les objectifs généraux de ces derniers.

Les normes établies par la société qui identifient les femmes à la sphère domestique constituent l'un des legs de l'histoire les plus difficiles à gérer pour les responsables des politiques sociales. Certes, les femmes ont aujourd'hui ouvertement accès à la scène économique et politique: elles travaillent, gagnent leur vie, font entendre leur voix, engagent des actions en justice, votent et sont élues, mais le choix social de l'égalité entre les femmes et les hommes n'est encore qu'un objectif à atteindre, particulièrement éloigné dans les sociétés plus traditionnelles du monde. Différents milieux, y compris

le mouvement féministe, étudient de près – et repensent – les moyens de promouvoir cette égalité dans le cadre de politiques nationales et internationales. Certaines des actions menées qui remettent en question la théorie et la pratique en la matière sont particulièrement prometteuses. Tel est le cas, en particulier, de l'intérêt accru pour le recours à la notion de «genre» plutôt qu'à celle de «femmes» et des nouvelles politiques du développement qui en ont découlé; c'est le cas aussi de la remise en question de l'utilisation de certains concepts tels que celui de l'efficacité, de l'accent mis dans la recherche sur les hommes et les «masculinités» et du débat sur les responsabilités familiales et sociales et le concept même de l'égalité. Ces questions ainsi que l'évolution récente de la théorie sur le genre et l'égalité seront analysées dans la partie II de la «perspective» rédigée par Mark Lansky qui sera publiée dans le prochain numéro de la *Revue internationale du Travail*.

Afin de clarifier le contexte dans lequel les théoriciens et les chercheurs contemporains ont étudié les nouvelles options qui s'offrent à l'avenir, la partie I de la «perspective» (qui figure au sommaire du présent numéro de la *Revue*) analyse certains des changements conceptuels et des questions qui ont forgé la pensée actuelle sur le genre et, dans une moindre mesure, la politique en matière d'égalité. Elle retrace brièvement, en particulier, le développement du concept de genre chez les chercheurs féministes. En fait, l'action menée en faveur de l'égalité est aujourd'hui imprégnée de référence au «genre» et à des concepts connexes, notamment depuis que l'on est passé des politiques désignées par l'expression «femmes et développement» à celle intitulée «genre et développement». On peut s'interroger cependant sur ce que cela signifie véritablement dans la pratique. Pour ce qui est du concept de genre lui-même, il s'est avéré plus facile de l'adopter en théorie que de lui donner sens dans les faits dans l'intérêt de la promotion de la justice sociale.

La section *Livres* recense deux ouvrages dont le premier étudie les répercussions des réformes sociales mises en œuvre aux Etats-Unis sur le nombre des personnes recevant des allocations d'assistance sociale et sur leurs conditions de vie ainsi que sur les budgets et politiques des Etats alors que se profile une récession économique. Le second ouvrage est un recueil dit de «Mélanges» en l'honneur de Nicolas Valticos, ancien fonctionnaire international. Ce recueil regroupe des contributions consacrées aux principes généraux de droit, au droit international général, aux juridictions internationales, au droit européen, aux droits de l'homme, au droit national et international du travail et finalement au droit public.

Le premier des cinq ouvrages recensés dans la rubrique *Livres récents* pose un regard critique sur la question de l'exode des cerveaux en étudiant ce problème dans le cas de l'Inde et en cherchant à savoir comment la société indienne a pu tirer parti d'une situation où les «travailleurs du savoir» installés à l'étranger interagissent avec l'économie de leur pays. Le deuxième ouvrage dresse le bilan des mutations de l'emploi à plein temps et à temps partiel en Europe orientale et occidentale. Le troisième ouvrage présente des études nationales sur l'Union monétaire et les négociations collectives dans

certains pays européens. Le quatrième ouvrage met l'accent sur le rôle du dialogue social comme mécanisme permettant de résoudre les problèmes, en particulier celui du chômage en Europe et aux Etats-Unis. Le dernier livre traite de la mondialisation, touchant généralement aux aspects économiques, sociaux, mais également à la dimension historique et institutionnelle, s'agissant de cinq groupes régionaux de pays.

La rubrique *Nouvelles publications du BIT* traite d'abord de deux ouvrages consacrés au *travail décent*, dont le premier est axé sur l'économie de l'information en Europe tandis que le second analyse les activités de l'OIT en Europe et en Asie centrale. Le reste des nouvelles publications traite de l'ouverture économique et de l'évolution de l'emploi dans cinq pays andins; de la discrimination entre les travailleurs migrants sur les marchés du travail des pays européens; des pratiques de travail dans les industries de la chaussure, du cuir, des textiles et de l'habillement; de la contribution de l'administration du travail au développement économique et social; du développement de la petite entreprise dans les Caraïbes; et de l'élaboration d'un budget social.